

# Actualité juridique

Actualité • Pratique • Professions

## DOSSIER 9

### Droit des étrangers : entre impératif de sécurité et droit à la liberté

**Le droit du prévenu en fuite  
de former opposition par  
l'intermédiaire de son avocat**

**Prescription des crimes sexuels  
sur mineurs : application dans le  
temps de la loi du 10 juillet 1989**

**Inscription du complice au FUAIS**

**Détenus : vers un droit à procréer ?**

**La participation effective du  
majeur protégé au procès pénal  
après la loi du 5 mars 2007**

21

## Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*

François-Louis Coste, *Magistrat*

Martine Herzog-Evans, *Professeur à l'Université de Reims*

Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*

*Direction de l'Administration pénitentiaire*

Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur à l'Université Paul Verlaine de Metz*

Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux  
75685 Paris CEDEX 14  
Tél. rédaction 01 40 64 53 13  
Fax: 01 40 64 54 66

E-mail: ajpenal@dalloz.fr

**PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Charles Vallée

**RÉDACTION**

*Directeur éditorial*

Philippe Weiss

*Rédactrice en chef*

Marie-Eve Charbonnier

*Ont participé à ce numéro*

Jean-Paul Céré, *Professeur à Campos (Brésil)*

Carole Gayet

Martine Herzog-Evans

Sabrina Lavric

Yvonne Muller

Eric Pechillon

Gildas Roussel

Guillaume Royer

*Assistant d'édition*

Raphaël Henriques

**ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ**

*Responsable marketing: Véronique Prugnau*

*Relations clients: Marie-Hélène Tylman*

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2008 (1 an)

France: 150 € TTC

Étranger: 168 € TTC

Prix au numéro: 17 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal: janvier 2008

Ce numéro comporte un encart de quatre pages

« AJ PénalIDA Pénal » non foliotées

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiaire des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément  
publié dans la revue est interdite.

## ÉDITORIAL ..... 3

## ACTUALITÉS ..... 6

## DOSSIER ..... 9

### Droit des étrangers : entre impératif de sécurité et droit à la liberté

- Le contrôle de la situation des étrangers sur le sol français  
*par Hervé Vlamynck* ..... 9
- L'interdiction du territoire français : peines perdues  
*par François Fourment* ..... 12
- L'intervention du juge judiciaire dans la procédure de rétention administrative  
*par Héléne Gacon* ..... 16
- Le projet de directive européenne sur le retour des étrangers en situation irrégulière  
*Interview de Claire Rodier* ..... 20

## PRATIQUES ..... 21

- La participation effective du majeur protégé au procès pénal après la loi du 5 mars 2007  
*par Nathalie Descot*

## JURISPRUDENCE ..... 25

### ARRÊT DU MOIS : Crim. 11 sept 2007 ..... 25

- Le droit du prévenu en fuite de former opposition par l'intermédiaire de son avocat  
*par Carole Girault*

### Pénal général

#### LOI PÉNALE

- Prescription des crimes sexuels sur mineurs : application dans le temps de la loi du 10 juillet 1989, *Crim. 7 nov. 2007* ..... 29
- Non-application de la loi pénale plus sévère limitant le champ de l'immunité familiale, *Crim. 14 nov. 2007* ..... 29
- Le principe de la rétroactivité *in mitius* ne peut être valablement invoqué lorsqu'une nouvelle incrimination n'est que la reprise de l'ancienne, *Crim. 19 sept. 2007* ..... 30
- Questions autour de la durée maximale de l'interdiction de séjour  
*Crim. 12 sept. 2007* ..... 31

#### RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Responsabilité du médecin de garde pour des blessures involontaires sur l'enfant à naître, *Crim. 2 oct. 2007* ..... 32

#### Infractions

#### BANQUEROUTE

- Banqueroute par détournement d'actifs : une illustration  
*Crim. 3 oct. 2007* ..... 33

#### CIRCULATION ROUTIÈRE

- Aménagement d'une limitation de vitesse : le procès-verbal n'a pas à comporter mention du texte dérogatoire, *Crim. 23 oct. 2007* ..... 34

#### VEILLE

#### DIFFAMATION

- La confidentialité d'une lettre exclut l'incrimination de diffamation  
*Crim. 6 déc. 2007* ..... 35

## ENVIRONNEMENT

Pollution marine : exonération en raison d'une avarie  
*Crim. 13 nov. 2007* **35**

## PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

Délit de prise illégale d'intérêts et participation au vote du conseil municipal  
*Crim. 14 nov. 2007* **35**

## Procédure pénale

### ABUS DE BIENS SOCIAUX

■ Action sociale *ut singuli* : recevabilité et conditions de prescription  
*Crim. 3 oct. 2007* **36**

### ACTION CIVILE

■ Relaxe et recevabilité de l'action civile de la victime : nécessité d'une demande expresse de réparation, *Crim. 2 oct. 2007* **37**

### CASSATION

■ Admission du pourvoi d'une partie civile contre un arrêt de chambre de l'instruction, *Crim. 23 oct. 2007* **38**

### DÉTENTION PROVISOIRE

■ Demandes de mise en liberté : comparution devant la chambre de l'instruction et règle de l'unique objet, *Crim. 25 sept. 2007* **38**

### DROITS DE LA DÉFENSE

■ Droit du prévenu absent d'être représenté par son avocat même en l'absence de mandat de représentation, *Crim. 23 oct. 2007* **39**

### FICHER

■ Inscription du complice au FIJ AIS, *Crim. 10 oct. 2007* **40**

### PRESSE

■ La remise en cause prononcée en la seule présence du ministère public interrompt la prescription, *Crim. 9 oct. 2007* **41**

### VEILLE

#### ACTION CIVILE

Les établissements financiers assureurs de l'escroqué peuvent se constituer partie civile, *Crim. 14 nov. 2007* **42**

La banque qui crédite des comptes clients indûment débités est victime directe, *Crim. 14 nov. 2007* **42**

#### COOPÉRATION JUDICIAIRE

Extradition : inapplicabilité de l'article 696-10 du code de procédure pénale en cas d'arrestation provisoire, *Crim. 24 oct. 2007* **42**

#### MISE EN EXAMEN

Demande de mise en liberté : la chambre de l'instruction doit répondre au mémoire additionnel régulièrement déposé, *Crim. 30 oct. 2007* **43**

## Exécution des peines

### DISCIPLINE

■ Actes sexuel au parloir : pas de faute disciplinaire sans exposition à la vue d'autrui, *TA de Nantes 25 oct. 2007* **43**

### LIBÉRATION CONDITIONNELLE

■ Libération conditionnelle parentale, condition sociale et ajournement, *Crim. 7 nov. 2007* **44**

### PEINE

■ Article 710 et confusions de peine : compétences juridictionnelles alternatives, *Crim. 7 nov. 2007* **46**

### PRISON

■ Détenus : vers un droit à procréer ?, *CEDH 4 déc. 2007* **47**

■ Légalité de l'organisation réglementaire des escortes pénitentiaires et déplacements à l'hôpital, *CE 15 oct. 2007* **49**

## ABUS DE BIENS SOCIAUX

Action sociale Absence de mise en cause de la société. .... 36

## ACTION CIVILE

Indemnisation Relaxe - Demande expresse. .... 37  
Recevabilité Établissement financier. .... 42

## BANQUEROUTE

Élément matériel Détournement d'actifs. .... 33

## CASSATION

Admission du pourvoi Décision de la chambre d'instruction 38

## CIRCULATION ROUTIÈRE

Vitesse Textes dérogatoires - Procès-verbal. .... 34

## CONFUSION DE PEINES

Compétence juridictionnelle Tribunal du lieu de détention. ... 46

## COOPÉRATION JUDICIAIRE

Extradition Arrestation provisoire. .... 42

## DÉTENTION PROVISOIRE

Demande de mise en liberté Chambre de l'instruction. .... 38

## DIFFAMATION

Action publique Prescription - Acte interruptif. .... 41  
Lettre Mise en cause d'un tiers. .... 35

## DROITS DE LA DÉFENSE

Représentation Prévenu absent. .... 39

## ÉTRANGERS

Interdiction du territoire français Nature - régime juridique. ... 12 D  
Régularité de la situation Contrôle. .... 9 D  
Projet de directive. .... 20 D  
Rétention administrative Intervention du JLD. .... 16 D

## ENVIRONNEMENT

Pollution marine Cause d'exonération - Avarie. .... 35

## FICHER

FIJ AIS Complice. .... 40

## INTERDICTION DE SÉJOUR

Durée Durée maximale. .... 31

## LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Conditions Autorité parentale sur mineur de dix ans. .... 44

## LOI PÉNALE

Application dans le temps Crime sexuel sur mineur. .... 29  
Escroquerie - immunité familiale. .... 29  
Rétroactivité in mitius. .... 30

## MAJEURS PROTÉGÉS

Participation au procès pénal Loi n° 2007-308  
du 5 mars 2007. .... 21 P

## MINEUR VICTIME

Crime sexuel Prescription. .... 29

## MISE EN EXAMEN

Demande de mise en liberté Rejet - Appel. .... 43

## OPPOSITION

Prévenu en fuite Avocat. .... 25

## PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

Maire Participation au conseil municipal. .... 35

## PRISON

Conditions de détention Droit à procréer. .... 47  
Relations sexuelles - Sanctions. .... 43  
Détenu Prise en charge médicale. .... 49

## RESPONSABILITÉ PÉNALE

Infraction non intentionnelle Médecin. .... 32

## VIOLENCE INVOLONTAIRE

Faute Médecin. .... 32

D : dossier P : pratiques